

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/42409]

13 OCTOBRE 2022. — Décret visant à soutenir l'engagement de jeunes travailleurs dans le cadre des politiques culturelles

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° opérateur culturel : toute personne morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles ;
- 2° politiques culturelles : les politiques menées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement octroie des subventions aux opérateurs culturels visés à l'article 3 en vue de soutenir l'engagement de travailleurs de moins de 36 ans à des fonctions de création artistique, d'exécution ou d'interprétation d'œuvres artistiques, de technicien des arts, de médiation culturelle ou d'animation socio-culturelle.

A cet effet, il publie tous les deux ans sur le site internet de l'administration un appel reprenant les conditions du présent décret.

Art. 3. Pour bénéficier des subventions prévues à l'article 2, le demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une personne morale ;
- 2° exercer des activités qui s'inscrivent à titre principal dans le cadre des politiques culturelles;
- 3° se trouver dans l'une des situations suivantes :
 - a) avoir conclu avec la Communauté française un contrat-programme ou une convention pluriannuelle de subventionnement couvrant les activités visées sous 2°;
 - b) bénéficier d'une reconnaissance couvrant les activités visées sous 2° et donnant droit à subvention pluriannuelle en application d'une législation organique de la Communauté française ;
 - c) faire l'objet d'une inscription nominative dans le budget des dépenses de la Communauté française couvrant les activités visées sous 2°.
 - d) bénéficier d'une aide visée à l'article 13, § 1^{er}, du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française ;
 - e) faire l'objet d'une décision de principe favorable en vertu de l'article 5/2 du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative ;
 - f) faire l'objet d'une décision de principe favorable en vertu de l'article 23 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;
- 4° avoir présenté un résultat positif ou à l'équilibre lors des deux exercices comptables précédant la demande.

Art. 4. Si, au terme de l'appel visé à l'article 2, les crédits disponibles ne permettent pas de répondre à l'ensemble des demandes recevables, une priorité est donnée aux opérateurs culturels :

- 1° qui prévoient d'affecter la subvention à une fonction de création, d'exécution ou d'interprétation d'œuvres artistiques, ou de technicien des arts ;
- 2° qui emploient moins de 3 ETP ;
- 3° dont le montant cumulé des subventions octroyées annuellement dans le cadre des politiques culturelles est inférieur à 250.000 € ;
- 4° qui se trouvent dans une situation visée à l'article 3, 3°, a) à c), depuis moins de 5 ans, ou dans une situation visée à l'article 3, 3°, d) à f).

Plus un opérateur remplit de critères de l'alinéa 1^{er}, plus il est prioritaire.

En cas d'égalité, le Gouvernement procède aux arbitrages en veillant à assurer un équilibre entre les différents domaines d'activités et territoires soutenus en vertu du présent décret.

Art. 5. Les subventions prévues par le présent décret sont accordées pour une période de deux ans, renouvelable une fois.

Toutefois, le subventionnement accordé en vertu du présent décret prend anticipativement fin si, au cours de la période précitée, l'opérateur est mis en liquidation ou ne se trouve plus dans aucune des situations visées à l'article 3, 3°.

Un même opérateur ne peut se voir accorder qu'un seul subventionnement par période de deux ans.

L'opérateur qui a obtenu un subventionnement pendant deux périodes successives de deux ans ne peut obtenir un nouveau subventionnement avant l'écoulement d'une période de deux ans.

Art. 6. Les subventions accordées en vertu du présent décret peuvent couvrir soit l'engagement d'un travailleur à temps plein, soit l'augmentation du temps de travail d'un travailleur à temps partiel, soit l'engagement d'un ou deux travailleurs à temps partiel, à condition que la période d'occupation de chaque travailleur ou l'augmentation du temps de travail représente au moins un mi-temps.

Les travailleurs couverts par la subvention doivent être engagés dans les liens d'un contrat de travail. Le salaire octroyé doit respecter les barèmes de la commission paritaire dont l'opérateur relève.

Les travailleurs concernés ne peuvent pas être déjà membre du personnel de l'opérateur culturel, sauf :

- 1° en cas de renouvellement accordé en application de l'article 5 ;
- 2° en cas d'augmentation du temps de travail d'un travailleur.

Les travailleurs concernés doivent avoir moins de 36 ans au moment de l'engagement, de son renouvellement ou de la conclusion de l'avenant augmentant son temps de travail.

Les subventions accordées en vertu du présent décret ne sont pas compatibles avec des aides à l'emploi octroyées par d'autres pouvoirs publics à raison du travailleur concerné.

Art. 7. Les subventions accordées en vertu du présent décret s'élèvent à 36.538,40 € par ETP et sont adaptées proportionnellement en cas d'engagement à temps partiel ou en cas de coût moindre des frais liés à l'emploi que la subvention octroyée.

Elles sont liquidées en deux tranches :

1° une première tranche, représentant 85% du montant annuel, est versée au cours du premier semestre de l'année couverte par la subvention à condition que les services du Gouvernement soient en possession d'une copie du contrat de travail stipulant la fonction ainsi que le régime de travail ;

2° le solde est versé après réception, vérification et acceptation des pièces justificatives mentionnées à l'article 8, § 2.

Art. 8. § 1^{er}. Les charges admissibles sont :

1° le salaire brut du travailleur ;

2° les cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur ;

3° les pécules de vacances et de fin d'année ;

4° l'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement domicile-travail ;

5° les frais de formation se rapportant au travailleur concerné ;

6° la part des frais d'assurance se rapportant au travailleur concerné ;

7° la part des frais de prévention et de protection au travail se rapportant au travailleur concerné ;

8° la part des frais de secrétariat social se rapportant au travailleur concerné ;

9° les indemnités de rupture ou compensatoire de préavis, ainsi que les cotisations qui s'y rapportent, sans que cette charge puisse être cumulée, pour une durée équivalente au préavis s'il avait été presté, avec des dépenses liées à des rémunérations pour le même poste de travail.

§ 2. Le bénéficiaire transmet aux services du Gouvernement, au plus tard lors de la remise des pièces justificatives prévues pour la liquidation du solde de sa subvention annuelle par son contrat-programme, sa convention, sa législation organique, ou son arrêté de subvention, ou à défaut au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle de l'octroi de la première tranche, les justifications suivantes :

1° les comptes et bilan de l'exercice concerné, tel qu'approuvés par l'organe compétent selon les statuts de l'opérateur, à condition qu'ils ne soient pas déjà en possession des services du Gouvernement ;

2° une copie des fiches de paie du travailleur couvert par la subvention, ainsi que des éventuels autres justificatifs de dépenses en lien avec ledit travailleur ;

3° un rapport d'activités, ou une section de son rapport d'activités global, décrivant les missions réalisées par le travailleur couvert par la subvention.

Les services du Gouvernement peuvent réclamer tout autre document nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 octobre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 437-1. – Rapport de commission, n°437-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 437-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 12 octobre 2022

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42409]

13 OKTOBER 2022. — Decreet tot ondersteuning van de aanwerving van jonge werknemers in het kader van het cultuurbeleid

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° culturele operator : elke rechtspersoon wier activiteiten in overeenstemming zijn met het cultuurbeleid ;

2° cultuurbeleid : het beleid gevoerd door de Franse Gemeenschap in de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5°, 8°, 10° en 13°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kent de regering subsidies toe aan de culturele operatoren bedoeld in artikel 3 ter ondersteuning van de aanwerving van werknemers onder de 36 jaar in functies van kunstcreatie, uitvoering of interpretatie van kunstwerken, kunsttechnicus , culturele bemiddeling of sociaal-culturele animatie.

Daartoe publiceert zij om de twee jaar op de website van de administratie een oproep met de voorwaarden van dit decreet.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de subsidies bedoeld in artikel 2 moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° opgericht zijn in de vorm van een rechtspersoon;

2° activiteiten uitvoeren die in hoofdzaak in overeenstemming zijn met het cultuurbeleid;

3° zich in één van de volgende situaties bevinden :

a) met de Franse Gemeenschap een programmaovereenkomst of een meerjarige subsidieovereenkomst hebben gesloten voor de activiteiten bedoeld in 2°;

b) in aanmerking komen voor een erkenning die de activiteiten bedoeld in 2° dekt en die recht geeft op een meerjarige subsidie met toepassing van een organieke wetgeving van de Franse Gemeenschap;

c) op naam worden ingeschreven in de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap ter dekking van de activiteiten bedoeld in 2° dekt.

d) steun genieten, zoals bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet van 25 april 2019

betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap ;

e) het voorwerp uitmaken van een gunstige principiële beslissing overeenkomstig artikel 5/2 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven;

f) het voorwerp uitmaken van een gunstige principiële beslissing overeenkomstig artikel 23 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra;

4° een positief of evenwichtig resultaat hebben voorgelegd tijdens de twee boekjaren voorafgaand aan de aanvraag.

Art. 4. Indien aan het einde van de oproep bedoeld in artikel 2 de beschikbare middelen het niet mogelijk maken om aan het geheel van de ontvankelijke aanvragen te beantwoorden, wordt voorrang gegeven aan culturele operatoren :

1° die de subsidie willen toekennen aan een functie van creatie, uitvoering of interpretatie van kunstwerken, of van kunsttechnicus ;

2° die minder dan 3 VTE tewerkstellen ;

3° waarvan het cumulatieve bedrag van de jaarlijks toegekende subsidies in het kader van het cultuurbeleid lager dan 250.000 € is ;

4° die zich minder dan 5 jaar in een situatie bevinden zoals bedoeld in artikel 3, 3°, a) tot c), of in een situatie bedoeld in artikel 3, 3°, d) tot f).

Hoe meer een operator voldoet aan de criteria van het eerste lid, hoe meer hij voorrang heeft.

Bij staking van stemmen bemiddelt de regering en zorgt zij voor een evenwicht tussen de verschillende werkerterreinen en gebieden die door dit decreet worden ondersteund.

Art. 5. De subsidies bedoeld in dit decreet worden toegekend voor een periode van twee jaar, eenmaal hernieuwbaar.

De subsidies die krachtens dit decreet worden toegekend, komen echter vervroegd ten einde indien de operator tijdens voormelde periode in vereffening wordt gesteld of zich niet meer in een van de situaties bedoeld in artikel 3, 3°, bevindt.

Eenzelfde operator kan slechts één subsidie per periode van twee jaar krijgen.

De operator die een subsidie heeft verkregen voor twee opeenvolgende periodes van twee jaar kan geen nieuwe subsidie krijgen voor het verstrijken van een periode van twee jaar.

Art. 6. Subsidies die overeenkomstig dit decreet worden toegekend, kunnen betrekking hebben op ofwel de aanwerving van een voltijdse werknemer, ofwel de verlenging van de arbeidstijd van een deeltijdse werknemer, ofwel de aanwerving van een of twee voltijdse werknemers op voorwaarde dat de periode van tewerkstelling van elke werknemer of de verlenging van de arbeidstijd ten minste de helft van de tijd vertegenwoordigt.

Werknemers die onder de subsidie vallen, moeten aangeworven zijn via een arbeidsovereenkomst. Het toegekende loon moet in overeenstemming zijn met de barema's van de paritaire commissie waaraan de operator onderworpen is.

De betrokken werknemers mogen niet reeds personeelslid zijn van de culturele operator, behalve:

1° in geval van hernieuwing toegekend met toepassing van artikel 5;

2° in geval van verhoging van de arbeidsduur van een werknemer.

De betrokken werknemers moeten jonger zijn dan 36 jaar op het moment van de aanwerving, de verlenging of de afsluiting van het aanhangsel dat hun arbeidsduur verhoogt.

Subsidies die overeenkomstig dit decreet worden toegekend, zijn niet verenigbaar met werkgelegenheidssteun die door andere overheidsinstanties op basis van de betrokken werknemer wordt toegekend.

Art. 7. Subsidies die toegekend worden overeenkomstig dit decreet, bedragen € 36.538,40 per VTE en worden naar evenredigheid aangepast bij deeltijdse aanwerving of bij een lagere kostprijs van de tewerkstellingskosten dan de toegekende subsidie.

Ze worden in twee schijven vereffend:

1° een eerste schijf, die 85% van het jaarbedrag vertegenwoordigt, wordt betaald tijdens het eerste semester van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft, op voorwaarde dat de diensten van de regering in het bezit zijn van een afschrift van de arbeidsovereenkomst waarin zowel de functie als de regime opgenomen zijn;

2° het saldo wordt betaald na ontvangst, verificatie en aanvaarding van de bewijsstukken vermeld in artikel 8, § 2.

Art. 8. § 1. De subsidiabele kosten zijn :

1° het brutoloon van de werknemer;

2° de bijdragen van de sociale zekerheid ten laste van de werkgever;

3° het vakantiegeld en de eindejaarspremie;

4° de bijdrage van de werkgever in de reiskosten woon-werkverkeer;

5° de opleidingskosten met betrekking tot de betrokken werknemer;

6° het aandeel van de verzekeringskosten met betrekking tot de betrokken werknemer;

7° het deel van de kosten van preventie en bescherming op het werk met betrekking tot de betrokken werknemer;

8° het deel van de kosten van het sociaal secretariaat met betrekking tot de betrokken werknemer;

9° de opzeggingsvergoeding of compenserende opzeggingsvergoeding, alsook de daaraan verbonden bijdragen, zonder dat deze kosten kunnen worden gecombineerd, voor een periode gelijk aan de opzegging indien ze betekend zou zijn, met kosten in verband met het loon voor dezelfde werkplek.

§ 2. De begunstigde bezorgt aan de diensten van de regering, uiterlijk bij de indiening van de bewijsstukken voorzien voor de vereffening van het saldo van zijn jaarlijkse subsidie door zijn programmaovereenkomst, zijn overeenkomst, zijn organieke wetgeving of zijn subsidiebesluit, of bij gebreke daarvan uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op dat van de toekenning van de eerste schijf, de volgende rechtvaardigingen:

1° de rekeningen en de balans van het betrokken boekjaar, zoals goedgekeurd door de bevoegde instantie volgens de statuten van de operator, voor zover deze nog niet in het bezit zijn van de diensten van de regering;

2° een kopie van de loonfiches van de werknemer die onder de subsidie valt, evenals alle andere bewijsstukken van de kosten die verband houden met die werknemer;

3° een activiteitenverslag, of een deel van zijn algemeen activiteitenverslag, waarin de opdrachten worden beschreven die zijn uitgevoerd door de werknemer die onder de subsidie valt.

De diensten van de regering kunnen elk ander document opvragen dat nodig is om het juiste gebruik van de subsidie te controleren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 oktober 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en
het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,

Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 437-1. - Verslag van de commissie, nr. 437-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 437-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 oktober 2022.